

développement et je n'y attacherais pas d'importance s'il empiétait quelque peu sur une autre phase du processus d'innovation. Je n'essaie pas d'évaluer chacune de ces définitions; de fait je n'ai pas qualité pour cela, mais je voudrais plaider en faveur d'une définition unique qui soit assez large et appliquée avec plus de souplesse.

A l'appui de cette recommandation, permettez-moi de souligner la différence entre l'apport de la recherche et du développement dans l'expansion économique des États-Unis et dans celle des pays d'Europe. Je crois qu'il a été établi assez nettement que l'écart n'est pas si grand qu'on le dit parfois entre les connaissances scientifiques et la recherche et le développement des deux côtés de l'Atlantique. L'écart naît de l'utilisation qu'on fait des résultats de la recherche et du développement. Combien de fois entendons-nous parler de développements de très grande importance réalisés en Angleterre ou dans un pays d'Europe continentale, mais le plus souvent, c'est aux États-Unis plutôt que, par exemple, au Royaume-Uni, que ces découvertes se traduisent par des faits qui contribuent réellement à l'expansion économique. Je sais que les travaux du Comité ont pour objet la politique scientifique et non le problème d'ensemble de l'expansion économique; toutefois, je soutiens que, pour atteindre ses fins, cette politique ne doit pas négliger ce domaine.

## 2. La nécessité des priorités:

Le Gouvernement a fait un pas important, qui peut se révéler très utile, en créant le Conseil des sciences et le Secrétariat des sciences. Je suppose que le premier souci de ces organismes sera d'établir les priorités qui, étant donné nos dimensions et les limites de nos possibilités, revêtent la plus grande importance. Avant l'établissement du Conseil scientifique, il n'existait aucun mécanisme propre à coordonner l'action du gouvernement dans le domaine scientifique. Lorsque j'étais sous-ministre à Ottawa, c'était chacun des ministres concernés qui, à force d'insistance ou autrement, déterminait les priorités. Un ministre énergique réussissait à faire passer les projets de son ministère tandis qu'un ministre moins fort échouait souvent, même si le projet qu'il défendait était meilleur. Je pense qu'il a été très heureux pour le Canada que M. Howe soit là lorsque nous avons commencé à nous intéresser au domaine nucléaire car, au début, lui seul a mis le bal en train.

L'établissement des priorités est assurément une tâche très difficile. Il faut d'abord évaluer les demandes d'aide provenant des différentes disciplines puis faire un choix entre les candidats à l'aide gouvernementale, organismes de l'État, institutions et entreprises industrielles.

Naturellement, l'importance des priorités augmente à mesure qu'on s'éloigne du domaine de la recherche fondamentale pour entrer dans celui de la recherche appliquée, qu'on passe de la recherche de connaissances nouvelles à la transformation de ces connaissances en choses et en techniques utiles. C'est à ce dernier stade que le choix de l'administration a tant d'importance si nous voulons que les efforts consacrés à la recherche portent réellement fruit. Il faut tenir compte des possibilités économiques du projet advenant que la recherche aboutisse à de bons résultats.

Je ne voudrais pas ranimer la controverse autour du malheureux programme Arrow en le mentionnant, mais je pense que ce cas illustre bien ma pensée. Au moment où le programme a été entrepris, il y avait doute quant à notre aptitude à vendre cet avion à nos alliés de l'OTAN, quels que soient les résultats de l'entreprise. Sans ces ventes, une production rentable était impossible au Canada. Certains de nos alliés n'avaient pas les moyens d'acheter l'appareil et d'autres auraient trouvé difficile, pour des raisons de fierté nationale entre autres, d'utiliser un avion de combat de première ligne conçu et construit à l'étranger. Les chercheurs scientifiques ne peuvent pas décider seuls de ces questions, mais elles ont ou du moins elles devraient avoir un grand poids sur notre décision de consacrer ou non des millions de dollars à des travaux de recherche.

Le Conseil des sciences n'a pas encore eu le temps de faire ses preuves, mais j'espère que toute déclaration que fera le Comité en matière de politique scientifique fera valoir la nécessité de l'existence d'un organisme permanent formé de conseillers indépendants, choisis parmi les experts reconnus en ce domaine et appuyés par un secrétariat efficace.

Les décisions ultimes doivent, bien entendu, être prises par le gouvernement du jour, mais il est clair que n'importe quel groupe de ministres qu'une myriade de problèmes assaille chaque jour a besoin de conseils d'un organisme distinct sur des questions aussi complexes et aussi techniques que celles que comporte la politique scientifique.

## 3. La nécessité de l'aide du gouvernement à la recherche et au développement dans l'industrie:

Si l'on admet qu'il est souhaitable et même nécessaire que le pays consacre beaucoup d'efforts à la recherche et au développement, on peut se demander s'il est nécessaire que le gouvernement apporte une aide particulière aux efforts des sociétés industrielles en ce sens. Est-ce que la perspective de ce que lui rapportera le succès de la recherche et du